

## **« ASSOCIATION DES INDUSTRIES FERROVIAIRES DES HAUTS-DE-FRANCE »**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

**Siège social :**

TECHNOPOLE TRANSALLEY  
180 RUE JOSEPH-LOUIS LAGRANGE  
59300 VALENCIENNES

---

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/03/2024*

*Ce rapport contient 21 pages dont page de garde et annexes.*



**SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 120 000 €**

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables des Hauts-de-France et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts-de-France

SIÈGE SOCIAL : Les Arboricoles - 183 rue des Moines 02200 VILLENEUVE-SAINT-GERMAIN - 325 366 441 RCS Soissons  
Tél 03 23 59 85 00 - groupechd.fr

A l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION DES INDUSTRIES FERROVIAIRES

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DES INDUSTRIES FERROVIAIRES relatifs à l'exercice clos le 31/03/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valenciennes,  
Le 12 novembre 2024,

**Pour la société**  
**CHD AUDIT Hauts-de-France**

**François-Xavier ZALISZ**  
Commissaire aux comptes associé  
CRCC des Hauts-de-France

# Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/03/2024			31/03/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	31 581	29 376	2 205	3 199
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 296		2 296	2 296
	<b>TOTAL ( I )</b>	<b>33 877</b>	<b>29 376</b>	<b>4 501</b>	<b>5 495</b>
	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				1 323
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	60 734	10 531	50 204	32 967
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	299 723		299 723	221 182
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	41 091		41 091	108 839
	Charges constatées d'avance	5 869		5 869	6 114
	<b>TOTAL ( II )</b>	<b>407 417</b>	<b>10 531</b>	<b>396 886</b>	<b>370 426</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler ( III )				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations ( IV )				
	Ecarts de conversion actif ( V )				
	<b>TOTAL ACTIF ( I à V )</b>	<b>441 294</b>	<b>39 906</b>	<b>401 388</b>	<b>375 920</b>
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			12 787	14 287
	(3) dont à plus d'un an				

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/03/2024

31/03/2023

FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	185 153	143 258
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 153</b>	<b>41 894</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>186 306</b>	<b>185 153</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>186 306</b>	<b>185 153</b>
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	4 266	2 452
	<b>Total des provisions</b>	<b>4 266</b>	<b>2 452</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	235	
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	89 713	64 605
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	38 505	33 868
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	10 252	9 098
	Autres dettes	72 111	80 745
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>210 816</b>	<b>188 316</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>401 388</b>	<b>375 920</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 153,48	41 894,36
	(1) Dont à moins d'un an	210 816	188 316
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	235	

CHD Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C.C des Hauts-de-France



# Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/03/2024	31/03/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	103 276	96 374
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	17 838	27 963
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	284 870	232 375
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	5 120	2 847
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 717	24 599
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	11 843	20 082
Total des produits d'exploitation		436 664	404 240
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	298 734	161 276
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 853	2 883
	Salaires et traitements	100 788	131 329
	Charges sociales	31 077	46 988
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 372	3 007
	Dotation aux provisions	1 814	9 542
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	806	8 378
Total des charges d'exploitation		437 444	363 402
RESULTAT D'EXPLOITATION		(780)	40 838

# Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/03/2024

31/03/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		(780)	40 838
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 934	1 057
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		1 934	1 057
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		1 934	1 057
RESULTAT COURANT avant impôts		1 153	41 894
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		438 598	405 297
TOTAL DES CHARGES		437 444	363 402
EXCEDENT ou DEFICIT		1 153	41 894
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			



## Annexe libre

Etat exprimé en euros

### INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

#### Description de l'objet social et activité.

L'Association des Industries Ferroviaires des Hauts de France (AIF) a été créée en 1995 avec pour objectifs de conforter et accroître l'activité ferroviaire dans la région et mettre en relation les différents acteurs.

Aujourd'hui, l'AIF est un cluster reconnu implanté dans les Hauts de France, première région ferroviaire française.

L'association se compose d'une centaine d'entreprises implantées sur le territoire régional : tous les secteurs du ferroviaire (Infrastructure, Contrôle commande, Signalisation, Matériel roulant Voyageurs – Fret, Maintenance, Services, Déconstruction, Formation) y sont représentés.

L'AIF est un assembleur de compétences avec l'objectif de développer du business pour ses entreprises afin de préserver et de développer l'emploi sur le territoire des Hauts de France.

Face à la montée en puissance des pays asiatiques et de l'Europe de l'Est, l'AIF a été obligé de revoir son plan d'actions afin de développer le business des entreprises membres qui sont principalement des PME/PMI.

L'AIF a donc recentré son activité sur 3 axes majeurs :

- Les partenariats inter-entreprises dans le but de faire face à la concurrence, s'ouvrir à de nouveaux marchés et améliorer la compétitivité des entreprises régionales,
- L'international afin que les entreprises puissent se structurer pour l'export, se développer,
- La gestion des compétences pour conserver et développer les emplois sur le territoire des Hauts de France, comprendre les besoins futurs et ainsi mobiliser les acteurs de la formation afin d'être en capacité de répondre aux besoins.

L'AIF accentue ses actions sur ce dernier axe afin de promouvoir les métiers et compétences des entreprises de la filière ferroviaire.

CHD Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C. des Hauts-de-France

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2014-03 ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement 2018-06 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **401 388 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 438 598 euros** et un total **charges de 437 444 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 1 153 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/04/2023** et finit le **31/03/2024**.  
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

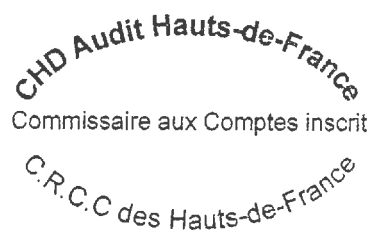
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :



## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

## Créances diverses:

Les créances diverses sont principalement composées de:

- Subvention CCI pour 72 000 €
- Subvention DREETS pour 62 010 €
- Subvention BOOSTER FILIERE 2023 pour 98 280 €
- Crédit de TVA pour 34 978 €

CHD Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C.C des Hauts-de-France

## Produits constatés d'avance:

Le montant s'élève à 72 111 € et concerne principalement le projet DREETS pour 27 111 € et une quote-part de la subvention de la CCI pour 45 000 €.

## Méthode de comptabilisation des recettes

Les cotisations sont comptabilisées lors de la facturation par l'Association à ses membres.

Les subventions sont constatées à la conclusion de la convention avec les financeurs en tenant compte de l'avancement des dépenses engagées.

Pour chaque convention, le produit de la subvention est déterminé en fonction :

- des charges liées aux actions présentes dans les dépenses ;
- du pourcentage de financement accordé par les financeurs pour ses dépenses admises.

Le produit de la subvention peut aussi être déterminé en valorisant le temps passé sur les actions. Cette valorisation salariale concerne le personnel de l'AIF.

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

### Engagement pris en matière de retraite

Au 31/03/2024, les engagements de retraite s'élèvent à 4 266 €. Les paramètres retenus sont les suivants:

- Age de départ: 67 ans
- Taux d'actualisation: 3.32 %
- Taux de charges sociales: 35.93 % non cadres et 41,50 % cadres

CHD Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C.C des Hauts-de-France

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/03/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, mobilier	30 202		1 379			31 581
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 202		1 379			31 581
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	2 296					2 296
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 296					2 296
TOTAL		32 498		1 379			33 877



Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/03/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	27 003	2 372		29 376
	Matériel de bureau, mobilier				
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 003	2 372		29 376
TOTAL		27 003	2 372		29 376

CND Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C.C des Hauts-de-France

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice	
Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel		
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/03/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Provisions pour amortissements dérogatoires Provisions fiscales implant. étranger avant 1.1.92 Provisions fiscales implant. étranger après 1.1.92 Provisions fiscales pour prêts d'installation Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges Pour garanties données aux clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations similaires Pour impôts Pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretien et grandes révisions Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres	2 452	1 814		4 266
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 452	1 814		4 266
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières  Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres	11 781		1 250	10 531
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	11 781		1 250	10 531
TOTAL GENERAL		14 232	1 814	1 250	14 796
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			1 814	1 250	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/03/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	2 296		2 296
	Clients douteux ou litigieux	12 787		12 787
	Autres créances clients	47 948	47 948	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	358	358	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	44 625	44 625	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	232 290	232 290	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	22 449	22 449	
	Charges constatées d'avances	5 869	5 869	
TOTAL DES CREANCES		368 622	353 539	15 083
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/03/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine (1)	235	235		
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	89 713	89 713		
	Personnel et comptes rattachés	10 698	10 698		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 303	8 303		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	19 452	19 452		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	52	52		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	10 252	10 252		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	72 111	72 111		
TOTAL DES DETTES		210 816	210 816		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice					
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/03/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/03/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	143 258	41 894			185 153
Report à nouveau sous ctrl de tiers financeurs					
Excédent ou déficit de l'exercice	41 894	(41 894)	1 153		1 153
Situation nette	185 153		1 153		186 306
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	185 153		1 153		186 306

CHD Audit Hauts-de-France  
Commissaire aux Comptes inscrit  
C.R.C.C des Hauts-de-France

## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/03/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>				<b>5 869</b>
ANTIVIRUS			227	
LOCATION COPIEUR			205	
ASTAV			63	
OVH			194	
MASTER			1 063	
FIF			2 025	
LOGICIEL MONDAY			642	
LOGICIEL SGI			681	
LOGICIEL MICROSOFT			161	
NORD BUR			355	
LED MAINTENANCE			254	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>				
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>				
<b>TOTAL</b>				<b>5 869</b>

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/03/2024
<b>Produits constatés d'avance - EXPLOITATION</b>			<b>72 111</b>
DREETS		27 111	
CCI 2024		45 000	
<b>Produits constatés d'avance - FINANCIERS</b>			
<b>Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS</b>			
<b>TOTAL</b>			<b>72 111</b>



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/03/2024
Total des Produits à recevoir		255 188
Autres créances clients		850
MEMBRES - FACTURES A ETABLIR	850	
Autres créances		254 338
AVOIR A RECEVOIR	1 277	
SUBV CCI	72 000	
SUBVENTION DIRECCTE	62 010	
REGION HDF - BOOSTER FILIERE 2023	98 280	
PRODUITS A RECEVOIR	20 771	